



## **Le 05 décembre, manifestons pour le droit au travail, à la protection sociale, contre le chômage et la précarité !**

Plusieurs mois se sont écoulés depuis le début de la pandémie et pourtant le gouvernement n'a pas fait le choix d'investir dans les capacités hospitalières. Il n'a pas non plus mis les moyens nécessaires dans l'éducation nationale et a poursuivi sa politique de protection d'intérêts financiers des grands groupes capitalistes de notre pays, au travers d'aides publiques massives et d'exonérations de cotisations sans aucune obligation de sauvegarde d'emplois. Aujourd'hui, ce sont plus d'1 million de licenciements, tous secteurs confondus qui sont annoncés alors que les grandes entreprises verseront plus de 30

milliards d'euros de dividendes aux actionnaires du CAC 40 en 2020. Dans le même temps, 10 millions de personnes vivant sous le seuil de pauvreté sont recensées dont 3 millions d'enfants. Cette crise sanitaire est un drame mais elle ne doit pas pour autant servir de prétexte pour la remise en cause de nos libertés. Le monde d'après ne se construira pas sans les salariés. Ce 5 décembre 2020 doit constituer un moment fort pour exiger que les citoyennes et citoyens soient enfin placés au centre des orientations politiques, par une meilleure répartition des richesses, pour une réelle prise en compte des besoins.

### **Un moment fort de mobilisation pour exiger entre autres :**

- Une loi d'urgence contre les licenciements, les restructurations, externalisations et délocalisations
- Une autre politique dans la fonction publique pour mettre fin à la précarité (20% des agents publics sont actuellement des précaires) et développer l'emploi statutaire.
- L'imposition d'une contribution exceptionnelle des grandes fortunes et la taxation des dividendes pour financer les investissements socialement utiles, dont notre système de santé et les services publics ont besoin.

**Au-delà des questions sociales, nous revendiquons le retrait de la proposition de loi « sécurité globale » qui, entre autres, vise à museler toute opposition à la politique gouvernementale. Voilà pourquoi, nous invitons l'ensemble des salariés actifs, demandeurs d'emploi et retraités à un rassemblement le**

**Samedi 5 Décembre à 11h  
devant la préfecture de Mende.**